

Travail social, contrôle social, flicage social, criminologie, réinsertion, prévention de la récidive, sortie de la délinquance, ARTT - RPE - DAVC - REP - RPO - CPU - CPI - SME - PSE - SSJ - LSC - BEX - POP, démarches qualités, notes et circulaires, nouveaux décrets, Origine-CEL - APPI - GIDE - Genesis, 723-15, 741-1... A voir dans les 8 jours ! A faire pour dans 15 jours ! A faire tous les 3 mois ! Veillez à bien remplir le tableau de permanence de rotation des agents présents la semaine 36 pour pouvoir être à la réunion inutile mais obligatoire – mais j'ai pas le temps !... mais la machine me dit que...

STOP !

Au-delà des charges de travail, du monstre administratif qui produit lui-même du réglementaire auto-alimenté : **POURQUOI LE TRAVAIL ?**

L'administration, qui parfois peut presque avouer qu'elle ne sait pas ce que font les SPIP, tourne autour de nos métiers à coup de normes et de référentiels, afin d'« harmoniser » des pratiques qui lui échappent.

Mais qui n'y voit pas une perte de sens ? Qui ne constate pas que la logique et la commande institutionnelle ont pris le pas sur les missions ?

Et combien de fois n'entendons-nous pas « j'ai pas le temps » ? Les chefs n'ont pas le temps, les CPIP n'ont pas le temps, les administratifs n'ont pas le temps, les agents PSE n'ont pas le temps... Et il s'agit bien de ça : nous avons perdu le temps !

Or voilà, la CGT l'affirme clairement : **toute prise en charge se fait sur la durée, sans quoi il est impossible d'établir une relation constructive qui ait du sens ; travailler avec**

de l'humain, c'est travailler dans le temps, car voir une personne 20 minutes tous les 3 mois, c'est ne pas la voir !

Pourtant nous sommes plus souvent devant la machine que devant notre public, à répondre à une demande toujours plus grande, à devoir dire toujours plus de choses sur des gens que l'on voit de moins en moins !

L'immédiateté a donc remplacé le temps long, et la commande sur le sens des missions.

C'est pourquoi **la CGT revendique un retour à des missions claires** : les SPIP travaillent à la réinsertion des personnes qui lui sont confiées, et concourent ainsi à la sécurité publique. Ces missions sont riches, prennent de nombreuses formes, et doivent être soutenues par l'administration pénitentiaire. La qualité de la formation – initiale et continue – est essentielle, et les besoins des publics doivent être parfaitement identifiés.

Notre public n'est pas homogène, ne rentre pas dans les cases, et ne peut se soumettre à la tyrannie de la technique et de l'outil !

La culture du résultat ne doit pas remplacer celle des moyens, et l'action des SPIP ne peut être évaluée uniquement à l'aune de leur « efficacité » !

D'autres valeurs peuvent aussi être convoquées : **la probité, l'honnêteté, l'équité, la justice, etc.** Mais que pèsent-elles aujourd'hui face au culte de l'efficacité et de la technique ? Les politiques publiques doivent être « efficaces » ; les moyens doivent être utilisés « efficacement » ; les prises en charge doivent être « efficaces », car c'est la probation qui se doit d'être « efficace » – qu'est-ce qui « marche », qu'est-ce qui « ne

Pour la CGT, voilà ce qui marche :

- ▶ **Replacer la personne suivie au centre de l'action des services**, et partir de ses besoins réels plus que de la commande politique.
- ▶ **Retrouver de l'autonomie dans les suivis**, se ré-accaparer le temps, et établir des priorités et des politiques de service qui le permette.
- ▶ **Faire de l'encadrement un corps réellement responsable de ce qui se passe dans les SPIP, et le positionner comme un soutien technique** – et pas la courroie de transmission des nouvelles exigences de la DAP !
- ▶ **Etablir des fiches de poste et de fonction** là où elles sont nécessaires, notamment pour les personnels administratifs.

Et bien sûr **cela « marche »** parce que **les agents ont un traitement à la hauteur de leur charge (épisode I)**. **Cela « marche »** parce que **les CPIP suivent 50 personnes maximum (épisode II)**, car suivre 120 personnes c'est n'en suivre aucune ! **Cela « marche »** parce que **les missions sont établies et concertées (épisode III)**, et que **la formation est en adéquation avec elles (épisode IV) ! Cela « marche »** parce que **le temps de travail n'est pas dicté par la machine et le cadre réglementaire, et qu'il permet une vie privée et personnelle saine et non parasitée par la vie professionnelle (épisode V)**. **Cela « marche »** parce que **ce temps n'échappe pas à la charge de travail et se déroule dans des conditions acceptables (épisode VII)**. **Bref, cela « marche » quand tout participe de tout, et que le sens du travail est – enfin – retrouvé !**

La CGT ne lâche rien !

Elle continuera d'occuper le terrain et sera combative auprès des personnels pour défendre leurs intérêts,

le sens de nos missions et de nos métiers

et le service public !

Episode I SALAIRES ,

Episode II CHARGES DE TRAVAIL,

Episode III MISSIONS,

Episode IV FORMATION

Episode V TEMPS DE TRAVAIL

Episode VI CONDITIONS DE TRAVAIL

Episode VII SENS DU TRAVAIL

LA MOBILISATION S'IMPOSE !

La CGT appelle l'ensemble des personnels à rejoindre la journée de grève et de manifestation Fonction Publique organisée le 26 janvier 2016 et à s'engager dans la lutte!

Collectif CGT Insertion Probation

UGFF-CGT 263, rue de Paris – case 542 – 93514 Montreuil Cedex

Téléphones 01.55.82.89.69 ou 01.55.82.89.71 –

Courrier électronique : spip.cgt@gmail.com

<http://www.cgtspip.org/>